

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

8 juillet 2020

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**visant à inclure le crime d'écocide
dans le Statut de Rome
de la Cour pénale internationale et
le droit pénal belge**

(déposée par MM. Samuel Cogolati,
Wouter De Vriendt et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

8 juli 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**met de vraag om ecocide als misdaad
op te nemen in het Statuut van Rome inzake
het Internationaal Strafhof en
in het Belgisch strafrecht**

(ingediend door de heren Samuel Cogolati en
Wouter De Vriendt c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de résolution vise à placer la sûreté de la planète sous la juridiction de la Cour pénale internationale (CPI), à travers l'inclusion du crime d'écocide dans le Statut de Rome de 1998, son texte fondateur. La notion de "sûreté de la planète" "est proposée comme incarnant une valeur environnementale supérieure à même de constituer le fondement d'une protection renforcée et plus ample de la biosphère, y compris et spécialement dans la perspective de juridicisation de l'écocide"¹. Ce crime transversal et autonome est aujourd'hui toujours absent en droit pénal international, bien qu'il trouve sa source dans le droit international et ait déjà été introduit dans les Codes pénaux nationaux de 10 pays.

Le terme "écocide" vient du grec *οἶκος*, qui signifie "maison" ou "habitat" et du latin *occidere*, qui veut dire "tuer". Littéralement, l'écocide signifie donc "tuer la maison". Le dictionnaire Larousse définit le terme comme un acte de "destruction totale d'un milieu naturel".

La notion est utilisée depuis les années 1970, sous l'impulsion d'Arthur Galston², botaniste américain, tant dans les sphères politiques internationales telles que celle de la conférence des Nations Unies sur l'environnement humain à Stockholm, en 1972, que dans la doctrine³, comme en témoigne la proposition de Convention internationale sur le crime d'écocide, rédigée par Richard Falk⁴, professeur américain de droit international.

¹ Hellio H., "De la valeur partagée de la sûreté de la planète à la répression internationale de l'écocide. Une nouvelle quête" in Neyret L., *Des écocrimes à l'écocide: Le droit pénal au secours de l'environnement*, Bruxelles, Bruylant, 2015, p. 111.

² Zierler D., "The Invention of Ecocide", Athens, United States, The University of Georgia Press, 2011, <https://lapenseecologique.com/ecocide-point-de-vue-2/>.

³ Drumbl M. A., "Waging war against the world: the need to move from war crimes to environmental crimes", *Fordham International Law Journal*, 1998, vol. 22, p. 122; Falk, R., "Environmental Warfare and Ecocide: Facts, Appraisal, and Proposals", *Bulletin of Peace Proposals*, 1973, vol. 4, n° 1, pp. 80-96, <https://www.jstor.org/stable/44480206>; Higgins P., *Eradicating Ecocide*, London, Shephard-Walwyn Publishers, 2010; Maljean-Dubois S., "L'écocide, de la guerre du Vietnam à la mise en péril des frontières planétaires", *R.B.D.I.*, 2015, p. 2015; Neyret L., *Des écocrimes à l'écocide*, Bruxelles, Bruylant, 2015; "From ecocrimes to ecocide. Protecting the environment through criminal law", *C-EENRG Reports*, 2017-2, mai 2017.

⁴ Falk, R., "Environmental Warfare and Ecocide: Facts, Appraisal, and Proposals", *Bulletin of Peace Proposals*, 1973, vol. 4, n° 1, pp. 80-96, <https://www.jstor.org/stable/44480206>.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel van resolutie beoogt de "veiligheid van de planeet" onder de rechtsbevoegdheid van het Internationaal Strafhof (ISH) te plaatsen door ecocide als misdaad op te nemen in het van 1998 daterende Statuut van Rome, waarbij voormeld Strafhof is opgericht. Het begrip "veiligheid van de planeet" wordt naar voren geschoven "[vertaling] als de belichaming van een hogere ecologische waarde die de grondslag kan vormen voor een grondigere en bredere bescherming van de biosfeer, met inbegrip van en meer bepaald met het oog op de juridisering van ecocide"¹. Dit transversaal en autonoom misdrijf vindt zijn oorsprong in het internationaal recht en werd al door tien landen in het nationaal strafwetboek opgenomen. Toch ontbreekt het nog steeds in het internationaal strafrecht.

Het woord "ecocide" komt van het Griekse *οἶκος*, dat "huis" of "woning" betekent, en van het Latijnse *occidere*, dat "doden" betekent. Ecocide betekent dus letterlijk "het huis doden". Het Van Dale Groot woordenboek van de Nederlandse taal definieert ecocide als de "vernietiging van ecologische systemen".

Onder impuls van de Amerikaanse botanist Arthur Galston² wordt het begrip sinds de jaren 1970 gebruikt, zowel in de internationale politieke context (zoals de VN-conferentie inzake het menselijk leefmilieu in Stockholm in 1972) als in de rechtsleer³ (getuige het voorstel voor een Internationaal Verdrag over de misdaad ecocide, van de hand van de Amerikaanse hoogleraar internationaal recht Richard Falk⁴).

¹ Hellio H., *De la valeur partagée de la sûreté de la planète à la répression internationale de l'écocide. Une nouvelle quête*, in Neyret L., *Des écocrimes à l'écocide: Le droit pénal au secours de l'environnement*, Brussel, Bruylant, 2015, blz. 111.

² Zierler D., *The Invention of Ecocide*, Athens, Verenigde Staten, The University of Georgia Press, 2011, <https://lapenseecologique.com/ecocide-point-de-vue-2/>.

³ Drumbl M. A., *Waging war against the world: the need to move from war crimes to environmental crimes*, *Fordham International Law Journal*, 1998, vol. 22, blz. 122; Falk, R., *Environmental Warfare and Ecocide: Facts, Appraisal, and Proposals*, *Bulletin of Peace Proposals*, 1973, vol. 4, nr. 1, blz. 80-96, <https://www.jstor.org/stable/44480206>; Higgins P., *Eradicating Ecocide*, Londen, Shephard-Walwyn Publishers, 2010; Maljean-Dubois S., *L'écocide, de la guerre du Vietnam à la mise en péril des frontières planétaires*, *R.B.D.I.*, 2015, blz. 2015; Neyret L., *Des écocrimes à l'écocide*, Brussel, Bruylant, 2015; *From ecocrimes to ecocide. Protecting the environment through criminal law*, *C-EENRG Reports*, 2017-2, mei 2017.

⁴ Falk, R., *Environmental Warfare and Ecocide: Facts, Appraisal, and Proposals*, *Bulletin of Peace Proposals*, 1973, vol. 4, nr. 1, blz. 80-96, <https://www.jstor.org/stable/44480206>.

Parmi les cas les plus emblématiques d'écocides, se trouvent:

– les dommages engendrés par les produits hautement toxiques vendus par l'entreprise américaine Monsanto (1901-2018), qui ont détérioré l'environnement de façon permanente et causé la maladie ou la mort de milliers de personnes. Parmi ces produits, on peut citer les PCB (biphényle polychloré); le 2,4,5 T (acide 2,4,5-trichlorophénoxyacétique), un composant contenant de la dioxine, du défoliant, l'agent orange, qui a été utilisé par l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam et qui continue à provoquer des malformations congénitales et des cancers; le lasso, un herbicide qui est maintenant interdit en Europe; et le *Roundup*, l'herbicide le plus utilisé dans le monde, qui est la source du plus grand scandale sanitaire et environnemental de l'histoire moderne. L'entreprise promeut un modèle agro-industriel qui contribue à un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'origine humaine; il est également en partie responsable de l'épuisement des sols et des ressources en eau, de l'extinction de certaines espèces et du déclin de la biodiversité, ainsi que du déplacement de millions d'agriculteurs dans le monde. En 2016, un jury de St. Louis a accordé à trois plaignants un total de 46,5 millions de dollars de dommages et intérêts dans un procès alléguant que Monsanto et trois autres sociétés avaient été négligentes dans leur manipulation de produits toxiques. En 2016-2017, un tribunal citoyen fut institué dans le but de donner un avis juridique sur les dommages environnementaux et sanitaires causés par la multinationale. Ses juges conclurent que les activités de Monsanto (aujourd'hui Bayer) ont un effet négatif sur les droits de l'homme. En 2018, un jury californien déclarait Monsanto coupable lors d'un procès intenté par un homme qui prétendait que le *Roundup* avait causé son cancer et condamnait la société à payer 289 millions de dollars de dommages et intérêts. C'est justement dans le cadre du Tribunal international citoyen "Monsanto" (2016-2017) que la proposition d'introduire le crime d'écocide dans le droit pénal international⁵ a été faite. L'une des cinq juges de ce tribunal citoyen, Françoise Tulkens, est d'ailleurs l'une des voix les plus retentissantes dans le débat pour la consécration du crime d'écocide en droit pénal⁶. Juge pendant quatorze ans à la Cour européenne des droits de l'homme – elle en fut même la vice-présidente –, elle définit le crime d'écocide comme un "génocide attaché à l'environnement, des atteintes à l'environnement qui altéreraient de façon grave et durable les écosystèmes

Een greep uit de meest spraakmakende gevallen van ecocide:

— de schade als gevolg van het gebruik van de uiterst giftige producten die werden gecommmercialiseerd door het Amerikaanse bedrijf Monsanto (1901-2018), die het milieu onophoudelijk hebben aangetast en waardoor duizenden mensen ziek zijn geworden of zelfs zijn overleden. Enkele van die producten zijn: de PCB's (polychloorbifenylen); het 2,4,5 T-zuur (of 2,4,5-trichloorfenoxyazijnzuur), een verbinding met dioxine die in een ontbladeringsmiddel (*Agent Orange*) zit dat tijdens de Vietnamoorlog door het Amerikaanse leger werd gebruikt en dat nog steeds tot aangeboren afwijkingen en tot kankers leidt; *Lasso*, een herbicide dat intussen verboden is in Europa; en *Roundup*, het meest gebruikte onkruidbestrijdingsmiddel ter wereld, dat ten grondslag ligt aan het grootste gezondheids- en milieuschandaal uit de moderne geschiedenis. Het bedrijf hanteert een agro-industrieel model dat voor een derde bijdraagt aan de wereldwijde uitstoot van broeikasgassen van menselijke oorsprong; voorts is het deels verantwoordelijk voor de uitputting van de bodems en van de waterhulpbronnen, voor het uitsterven van bepaalde soorten en de achteruitgang van de biodiversiteit, alsook voor de verhuizing van miljoenen landbouwers wereldwijd. In 2016 heeft een jury in St. Louis drie eisende partijen een schadeloosstelling van in totaal 46,5 miljoen dollar toegekend in een rechtszaak waarin Monsanto en drie andere bedrijven werden aangeklaagd voor onachtzaamheid bij de behandeling van giftige stoffen. In 2016-2017 werd een burgerrechtbank opgericht die een juridisch advies moest uitbrengen over de milieu- en de gezondheidschade die de multinational heeft veroorzaakt. De rechters hebben toen geconcludeerd dat de activiteiten van Monsanto (het huidige Bayer) een ongunstige impact op de rechten van de mens hebben. In 2018 bevond een jury in Californië Monsanto schuldig tijdens een proces dat was aangespannen door een man die betoogde dat zijn kanker te wijten was aan het gebruik van *Roundup*; het bedrijf werd veroordeeld tot een schadeloosstelling van 289 miljoen euro. Precies in het raam van de internationale Monsanto-burgerrechtbank (2016-2017) werd het voorstel gedaan ecocide als misdaad op te nemen in het internationaal strafrecht⁵. Een van de vijf rechters van die burgerrechtbank, Françoise Tulkens, is overigens een van de meest luide stemmen in het debat om ecocide als misdaad op te nemen in het strafrecht⁶. Mevrouw Tulkens was gedurende veertien jaar rechter in het Europees Hof voor de rechten van

⁵ <http://www.monsanto-tribunal.org/How>.

⁶ "Un jour l'écocide sera reconnu par le droit international", *La Libre Belgique*, 13 janvier 2018, p. 52.

⁵ <http://www.monsanto-tribunal.org/How>.

⁶ *Un jour l'écocide sera reconnu par le droit international*, *La Libre Belgique*, 13 januari 2018, blz. 52.

dont dépend la vie des humains”⁷, et qui se réfère à des problèmes anciens: la question de l'accès à l'eau, à une alimentation saine et à un environnement sain. Selon elle, puisque les sanctions pénales permettent de stigmatiser symboliquement les comportements qui portent atteinte aux valeurs qui sous-tendent la possibilité de coexistence sociétale, elles sont tout à fait justifiables dans le contexte des dommages les plus graves à l'environnement;

— la pollution causée par l'extraction pétrolière de la filiale nigériane de la Royal Dutch Shell plc en Ogoniland, au Nigéria (1956-aujourd'hui). L'*Environmental assessment of Ogoniland report*, commandé par l'ONU en 2011, fait état d'une menace sanitaire pesant sur les 1 200 000 personnes qui composent le peuple Ogoni. L'eau que consomment celles-ci contient des niveaux d'hydrocarbures et/ou de benzène atteignant jusqu'à 900 fois la dose recommandée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Plusieurs procès ont été intentés à l'encontre de la Royal Dutch Shell plc, accusée d'avoir à la fois opté, en connaissance de cause, pour une politique opérationnelle gravement polluante, et d'avoir soutenu le régime politique nigérien de Sani Abacha lors des répressions armées à la suite des manifestations pacifiques des Ogoni réclamant réparation;

— la contamination de l'air, des eaux et du sol qui a résulté de l'extraction, de la transformation et du transport de pétrole brut par l'entreprise Chevron-Texaco en Équateur (1967-1992), causant des taux élevés de cancers et d'avortements spontanés au sein des communautés locales, majoritairement indigènes. L'entreprise Chevron-Texaco a été reconnue coupable et condamnée à payer 9,5 milliards de dollars en 2011 par le tribunal de Lago Agrio pour les dommages causés entre 1967 et 1992. L'entreprise refuse toujours de se conformer à la peine. Depuis, le jugement a été invalidé par la sentence de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (CPA), qui a estimé que le jugement violait les obligations de République de l'Équateur en vertu des traités internationaux, des accords d'investissement et du droit international. La saga judiciaire Chevron-Texaco demeure un cas d'école de la difficulté d'engager la responsabilité civile des entreprises transnationales pour de graves atteintes à l'environnement et à la santé

de mens en zat het zelfs een tijdje voor. Zij definieert ecocide als een “*génocide attaché à l'environnement, des atteintes à l'environnement qui altéreraient de façon grave et durable les écosystèmes dont dépend la vie des humains*”⁷. Ecocide is volgens haar onlosmakelijk verbonden met oudere vraagstukken, meer bepaald de toegang tot drinkwater, tot gezonde voeding en tot een gezonde leefomgeving. Zij stelt dat strafrechtelijke sancties symbool kunnen staan voor de afkeuring van gedragingen die haaks staan op de waarden die maatschappelijke co-existentie mee helpen mogelijk te maken. Tegenover de meest ernstige vormen van milieuschade zijn dergelijke sancties dus volstrekt gerechtvaardigd;

— de vervuiling als gevolg van de oliewinning in Nigeria door de Nigeriaanse dochteronderneming van Royal Dutch Shell plc in Ogoniland (1956-heden). Uit het voor de VN opgestelde *Environmental assessment of Ogoniland report* uit 2011 blijkt dat de gezondheid van de Ogoni, 1 200 000 mensen, groot gevaar loopt. Het water dat zij drinken bevat tot 900 keer de door de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) aanbevolen dosis koolwaterstof en/of benzeen. Er kwamen meerdere rechtszaken tegen Royal Dutch Shell plc, dat ervan wordt beschuldigd niet alleen bewust te hebben gekozen voor een operationeel beleid dat zware vervuiling met zich brengt, maar ook steun te hebben geboden aan het Nigeriaanse regime van Sani Abacha, toen dat vreedzame betogingen van de tot schadevergoedingen oproepende Ogoni met geweld neersloeg;

— de verontreiniging van lucht, water en bodem als gevolg van de winning, de verwerking en het transport van ruwe olie door het bedrijf Chevron-Texaco in Ecuador (1967-1992), waardoor het aantal kankergevallen en vruchtafstotingen onder de lokale, voornamelijk inheemse bevolking de hoogte werd ingejaagd. In 2011 werd het bedrijf Chevron-Texaco door de rechtbank van Lago Agrio schuldig bevonden en veroordeeld tot de betaling van 9,5 miljard dollar voor de tussen 1967 en 1992 veroorzaakte schade. Het bedrijf weigert nog steeds aan die straf te voldoen. Sindsdien werd het vonnis nietig verklaard door de uitspraak het Permanent Hof van Arbitrage (PHA) in Den Haag, dat oordeelde dat het vonnis krachtens de internationale verdragen, de investeringsovereenkomsten en het internationaal recht strijdig was met de verplichtingen van de Republiek Ecuador. De gerechtelijke saga betreffende Chevron-Texaco geldt als een schoolvoorbeeld van hoe moeilijk transnationale ondernemingen burgerlijk aansprakelijk

⁷ https://www.lemonde.fr/planete/article/2016/10/16/nous-allons-verifier-si-les-activites-de-monsanto-sont-en-conformite-avec-les-regles-de-droit_5014553_3244.html.

⁷ https://www.lemonde.fr/planete/article/2016/10/16/nous-allons-verifier-si-les-activites-de-monsanto-sont-en-conformite-avec-les-regles-de-droit_5014553_3244.html.

des victimes. La responsabilité pénale, elle, n'a même pas pu être envisagée;

– le massacre consécutif à la catastrophe de Bhopal (1984), en Inde, est la conséquence de l'explosion d'une usine de la firme américaine Union Carbide, produisant des pesticides, qui a répandu 40 tonnes d'isocyanate de méthyle dans l'atmosphère de la ville. Elle fit entre 20 000 et 25 000 morts, selon les associations de victimes. Celles-ci n'ont pas été systématiquement indemnisées par l'État indien. Si l'Union Carbide a financé des projets humanitaires destinés aux victimes, son président-directeur général au moment des faits, Warren Anderson, accusé de "mort par négligence" pour cette catastrophe et déclaré fugitif par le chef judiciaire de Bhopal en 1992 pour ne pas s'être présenté à la Cour lors d'un procès, n'a cependant jamais été jugé par la justice indienne;

– le naufrage, au large de la Bretagne, de l'Erika (1999), un pétrolier affrété par la société Total, transportant 30 884 tonnes de fioul lourd. En tout, on estime que 10 tonnes de produits cancérigènes se sont retrouvés dans l'océan, souillant les côtes françaises sur près de 400 km, tuant entre 150 000 et 300 000 oiseaux et rejetant près de 250 000 tonnes de déchets. L'insuffisance d'entretien et, corrélativement, le développement rapide de la corrosion sont à l'origine de l'affaiblissement de la structure de la tranche 2 de l'Erika, affaiblissement qui s'est traduit par des ruptures en chaîne jusqu'à la ruine totale de l'ensemble. En 2012, la Cour de cassation française a confirmé toutes les condamnations de la société Total SA, la société RINA (chargée d'effectuer des contrôles) et de deux particuliers pour le naufrage. Sur le plan pénal, l'amende maximale était de seulement 375 000 euros – un chiffre dérisoire face à l'étendue du désastre environnemental, ce qui renforce aussi la nécessité d'introduire un crime d'écocide dans l'arsenal juridique international pour poursuivre les auteurs de telles catastrophes;

– l'explosion de la plate-forme pétrolière Deepwater Horizon (2010), louée par la compagnie pétrolière britannique BP pour forer dans le golfe du Mexique le puits le plus profond jamais foré en offshore, a eu pour conséquence la mort de 11 personnes, un incendie et une marée noire de grande envergure (on estime le volume de pétrole répandu à 780 millions de litres). Le désastre écologique est sans précédent aux États-Unis. Il résulterait de ce que les services gouvernementaux impliqués dans les autorisations de forage n'auraient

kunnen worden gesteld voor de ernstige, aan het milieu en aan de gezondheid van de slachtoffers toegebrachte schade. De strafrechtelijke verantwoordelijkheid kon niet eens worden behandeld;

— de talloze slachtoffers van de giframp in Bhopal (1984), in India, ingevolge de ontploffing van een pesticidiefabriek van de Amerikaanse firma Union Carbide, waarbij 40 ton methyilisocyanaat vrijkwam in de atmosfeer boven de stad. Volgens de slachtofferverenigingen overleden 20 000 à 25 000 mensen aan de gevolgen daarvan. Zij werden door de Republiek India niet systematisch vergoed. Hoewel Union Carbide humanitaire projecten voor de slachtoffers financierde, werd de voorzitter en algemeen directeur ten tijde van de feiten, de heer Warren Anderson, nooit door de Indiase justitie berecht. Voor zijn aandeel in de ramp werd hij weliswaar beschuldigd van "doodslag door nalatigheid", maar in 1992 werd hij door de opperrechter van het gerechtshof van Bhopal voortvluchtig verklaard omdat hij niet kwam opdagen op zijn proces;

— de schipbreuk voor de kust van Bretagne van de Erika (1999), een door de maatschappij Total gecharterde olietanker met 30 884 ton zware stookolie in het ruim. Naar schatting lekte in totaal 10 ton aan kankerverwekkende stoffen in de oceaan: ruim 400 kilometer Franse kust werd verontreinigd, 150 000 à 300 000 vogels kwamen om en bijna 250 000 ton afval werd op de kust geworpen. Onvoldoende onderhoud en, daaraan gekoppeld, de snelle uitbreiding van corrosie hadden geleid tot een structurele verzwakking van het tweede segment van de *Erika*, met steeds meer scheuren en uiteindelijk de complete breuk van het schip tot gevolg. In 2012 bevestigde het Franse Hof van Cassatie alle veroordelingen van de maatschappij Total SA, van de maatschappij RINA (verantwoordelijk voor het uitvoeren van veiligheidsinspecties) en van twee privépersonen inzake de schipbreuk. Strafrechtelijk gezien bedroeg de maximale geldboete slechts 375 000 euro – een lachwekkend bedrag in het licht van de omvang van de milieuramp. Derhalve klinkt de roep om ecocide als misdaad in het internationaal juridisch arsenaal in te voeren steeds luider, teneinde de veroorzakers van dergelijke rampen te kunnen vervolgen;

— de explosie van het olieplatform Deepwater Horizon (2010), dat was gehuurd door de Britse oliemaatschappij BP om in de Golf van Mexico offshore de diepste boring naar olie ooit uit te voeren, eiste 11 mensenlevens en veroorzaakte een immense brand en olievlek (volgens ramingen lekte 780 miljoen liter olie in zee). In de Verenigde Staten leidde dit tot een ongeziene ecologische ramp. Later zou blijken dat de bij de boorvergunningen betrokken overheidsdiensten BP niet hadden verplicht een gedetailleerde impactstudie uit te voeren, nadat ze

pas obligé BP à fournir une étude d'impact détaillée, après avoir conclu qu'une marée noire était peu probable. Un juge fédéral américain, statuant sur base du "Clean Water Act", a estimé que BP était le principal responsable de la marée noire en raison de sa faute intentionnelle et de sa négligence grave. La société aurait pu être soumise à des pénalités de 18 milliards de dollars, en plus des 28 milliards de dollars déjà versés en réclamations et en frais de nettoyage. Mais en 2012, BP et le ministère américain de la justice concluaient un accord en vertu duquel l'entreprise ne payerait que 4,5 milliards de dollars d'amendes et autres paiements. Il s'agit du montant d'amende le plus important de l'histoire des États-Unis. BP a également accepté de plaider coupable à 11 chefs d'accusation de crime liés à la mort des 11 travailleurs. Le ministère de la justice a porté des accusations criminelles contre un employé de BP en avril 2012 et contre trois employés de BP en novembre 2012. Deux employés ont été inculpés d'homicide involontaire pour avoir agi avec négligence dans leur supervision des principaux tests de sécurité effectués sur la plate-forme avant l'explosion et pour ne pas avoir alerté les ingénieurs à terre des problèmes rencontrés lors de l'opération de forage. Deux employés sont accusés d'obstruction à la justice et de mensonges proférés devant les enquêteurs fédéraux. D'autres responsables de la société pourraient encore être inculpés. En outre, le gouvernement américain a temporairement interdit à BP de nouveaux contrats fédéraux en raison de son "manque d'intégrité commerciale";

– la catastrophe nucléaire de Fukushima (2011), lors de laquelle le défaut de refroidissement des réacteurs a induit la fusion totale du cœur d'au moins deux réacteurs nucléaires, a généré d'importants rejets radioactifs. En France, l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN), estime que, dans les territoires les plus contaminés, des doses externes d'irradiation supérieures à 25 mSV ont pu être atteintes. La région est contaminée par les particules radioactives sur un rayon de 30 km. Le stress provoqué par l'évacuation des populations aurait entraîné plus de 1 600 morts⁸. De nombreuses personnes ont porté plainte, par voie de recours collectifs, contre Tepco et l'État, au civil comme au pénal, bien que la négligence criminelle n'ait finalement pas été prouvée. En 2018, elles étaient plus de 10 000. En 2014, le tribunal de Maebashi jugeait le gouvernement japonais et la compagnie d'électricité Tepco coupables de négligence et les condamnait à verser 38,6 millions de yens (316 000 euros) à 62 des 137 plaignants. Le tribunal estimait que le désastre nucléaire aurait pu être évité si le gouvernement, qui en avait la complète autorité, avait

⁸ Johnson G., "When Radiation Isn't the Real Risk", *The New-York Times*, 2015. https://www.nytimes.com/2015/09/22/science/when-radiation-isnt-the-real-risk.html?_r=0.

tot de conclusie waren gekomen dat een olieramp weinig waarschijnlijk was. Een Amerikaanse federale rechter oordeelde op grond van de *Clean Water Act* dat BP de hoofdaansprakelijke was voor de olieramp, wegens opzettelijke fout en zware nalatigheid. De maatschappij had tot 18 miljard dollar aan boetes kunnen krijgen, bovenop de reeds betaalde 28 miljard dollar wegens vorderingen en schoonmaakkosten. In 2012 ondertekenden BP en het Amerikaanse ministerie van Justitie echter een overeenkomst waardoor de maatschappij slechts 4,5 miljard dollar aan boetes en andere vergoedingen zou moeten betalen. Het betreft de grootste geldboete in de geschiedenis van de Verenigde Staten. BP stemde er ook mee in om schuldig te pleiten op 11 strafaanklachten met betrekking tot de dood van 11 werknemers. In april 2012 formuleerde het ministerie van Justitie strafrechtelijke beschuldigingen tegen één werknemer van BP, in november 2012 tegen drie andere werknemers van het bedrijf. Twee werknemers werd onvrijwillige doodslag ten laste gelegd omdat ze nalatig waren geweest in hun toezicht op de belangrijkste op het platform uitgevoerde veiligheidstests vóór de explosie, en omdat ze de ingenieurs aan wal niet hadden gewezen op de problemen tijdens het boren. Voorts werden twee werknemers beschuldigd van belemmering van de rechtsgang en van het afleggen van valse verklaringen aan federale onderzoekers. Andere leidinggevenden van de maatschappij zouden nog kunnen worden aangeklaagd. Voorts kreeg BP van de Amerikaanse regering een tijdelijk verbod opgelegd om nieuwe federale contracten te sluiten, wegens een "gebrek aan commerciële integriteit";

— de kernramp van Fukushima (2011) heeft de uitstoot van omvangrijke hoeveelheden radioactief materiaal veroorzaakt, doordat het centrale deel van minstens twee kernreactoren wegens een gebrek aan koeling volledig fuseerde. Volgens het Franse *Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire* (IRSN) werden in de meest bezoedelde gebieden externe-stralingsdosissen hoger dan 25 mSV vastgesteld. Binnen een straal van 30 kilometer is de streek besmet met radioactieve deeltjes. De door de evacuatie van de bevolking teweeggebrachte stress zou meer dan 1 600 doden hebben veroorzaakt⁸. Velen hebben via collectieve vorderingen Tepco en de Japanse Staat burgerlijk en strafrechtelijk aangeklaagd, hoewel het misdadig opzet uiteindelijk niet bewezen werd geacht. In 2018 bedroeg het aantal klachten meer dan 10 000. In 2014 heeft de rechtbank van Maebashi de Japanse regering en het elektriciteitsbedrijf Tepco schuldig bevonden aan nalatigheid en veroordeeld tot betaling van 38,6 miljoen yen (316 000 euro) aan 62 van de 137 indieners van een klacht. De rechtbank oordeelde dat de kernramp had

⁸ Johnson G., *When Radiation Isn't the Real Risk*, *The New-York Times*, 2015. https://www.nytimes.com/2015/09/22/science/when-radiation-isnt-the-real-risk.html?_r=0.

ordonné à Tepco de prendre des mesures de prévention. En 2019, tribunal de district de Yokohama condamnait le gouvernement et Tepco à verser 419,6 millions de yens (soit 3,4 millions d'euros) à 152 résidents évacués. C'est la cinquième fois qu'une décision judiciaire imputait en partie au gouvernement la responsabilité de cette catastrophe. Les exploitants du site pourraient envisager prochainement la libération des eaux radioactives dans l'océan Pacifique, contre les avis des pêcheurs locaux et gouvernements voisins, ce qui occasionnerait un grave désastre écologique.

Légalement parlant, des instruments internationaux relatifs à l'environnement ont commencé à inclure des dispositions exigeant de l'État qu'il criminalise certains comportements offensants pour l'environnement, telle la Convention de Bâle du 22 mars 1989 sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination, qui a mis en place un système de contrôle pour prévenir les dommages.

Il fut également question, dès les années 1980 et dans le cadre de la rédaction du Statut de Rome de la CPI, d'inclure le "crime d'écocide" au nombre des crimes figurant parmi les compétences d'attribution de la CPI. Dès 1985, les tous premiers travaux concernant la nature des compétences de la CPI se sont intéressés à la notion d'écocide. Le premier pas dans cette direction fut posé dès 1985 par le biais du Rapport Whitaker⁹, présenté à la Sous-commission pour la Prévention de la discrimination et la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, chargée de l'étude sur la prévention et la répression du crime de génocide, l'un des plus importants dans le processus d'examen du caractère génocidaire de certains massacres contemporains. Le rapport recommandait l'inclusion de l'écocide en tant que crime autonome aux côtés de celui de génocide mais aussi d'ethnocide ou de génocide culturel¹⁰. L'année suivante, dans la même optique, le rapporteur spécial nommé par la Commission du droit international, Doudou Thiam, suggérait de compléter la liste des crimes contre l'humanité par une disposition faisant des violations des règles régissant la protection de l'environnement un acte punissable¹¹. Entre 1991 et 1996, la Commission du droit international, qui était chargée de discuter de la teneur du Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, envisageait

kunnen worden voorkomen indien de regering – die daartoe volstrekt bevoegd was – Tepco de opdracht had gegeven preventiemaatregelen te nemen. In 2019 heeft de districtsrechtbank van Yokohama de Japanse regering en Tepco veroordeeld tot de betaling van 419,6 miljoen yen (3,4 miljoen euro) aan 152 geëvacueerde bewoners. Het was de vijfde keer dat een gerechtelijke beslissing de verantwoordelijkheid voor die ramp gedeeltelijk bij de regering legde. De uitbaters van de site zouden kunnen overwegen om binnenkort het radioactieve water in de Stille Oceaan te lozen, tegen de zin van de lokale vissers en van de regeringen van de buurlanden; zulks zou een ernstige milieuramp veroorzaken.

Op wettelijk vlak is de tendens ontstaan om via internationale milieu-instrumenten te eisen dat de Staat bepaalde, voor het milieu schadelijke gedragingen strafrechtelijk strafbaar stelt. Zo werd bijvoorbeeld in het Verdrag van Bazel van 22 maart 1989 inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan, een controleregeling ter voorkoming van schade ingesteld.

Al in de jaren 1980 was er bij de opstelling van het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof sprake van om ecocide op te nemen in de lijst van misdaden waarvoor het Hof bevoegd zou zijn. Vanaf 1985 werd tijdens de allereerste werkzaamheden aangaande de aard van de ISH-bevoegdheden aandacht besteed aan het begrip "ecocide". De eerste stap in die richting werd in 1985 gezet via het Whitaker-rapport⁹, dat werd voorgelegd aan de Subcommissie ter voorkoming van discriminatie en ter bescherming van minderheden. Die subcommissie van de VN-Mensenrechtencommissie was ermee belast te onderzoeken hoe genocide kon worden voorkomen en bestraft, aangezien die misdaad bij het onderzoek naar sommige hedendaagse massamoorden een van de belangrijkste aspecten vormt. In het verslag werd aanbevolen ecocide als autonome misdaad te beschouwen, naast genocide en ethnocide of culturele genocide¹⁰. In lijn daarmee opperde het jaar daarop de door de Commissie voor internationaal recht benoemde speciaal rapporteur Doudou Thiam om de lijst van misdaden tegen de mensheid uit te breiden met een bepaling waardoor de overtredingen van de milieubeschermingsregels strafbaar zouden worden¹¹. Tussen 1991 en 1996 overwoog de Commissie voor internationaal recht, die belast was met de inhoudelijke bespreking van de *Code of crimes against the peace*

⁹ Whitaker B., *On the Question of the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide. Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, UN Document, 1985, <http://www.preventgenocide.org/prevent/UNdocs/whitaker/>.*

¹⁰ *Ibid*, p. 17.

¹¹ *Fourth report on the draft Code of Offences against the Peace and Security of Mankind* by Doudou Thiam, Special Rapporteur, A/CN.4/398.

⁹ Whitaker B., *On the Question of the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, UN Document, 1985, <http://www.preventgenocide.org/prevent/UNdocs/whitaker/>.*

¹⁰ *Ibid*, blz. 17.

¹¹ *Fourth report on the draft Code of Offences against the Peace and Security of Mankind*, Doudou Thiam, *Special Rapporteur*, A/CN.4/398.

d'y inclure un article portant sur les actes portant gravement atteinte à l'environnement¹². Mais le projet de Code, adopté en 1996, n'a finalement pas retenu de crime international autonome pour les dommages graves causés à l'environnement.

À l'heure actuelle, le droit pénal international ne permet pas de poursuivre des personnes physiques ou morales pour les crimes les plus graves commis contre l'environnement en temps de paix. Seul l'article 8 (b) iv) du Statut de Rome inclut, dans la notion de crime de guerre, la possibilité d'une responsabilité des auteurs de dommages environnementaux. Toutefois, depuis l'adoption du Statut, aucun individu n'a été poursuivi sur la base de cette disposition. Il faut donc adapter le cadre normatif existant aux fins de préserver un écosystème terrestre habitable.

En revanche, la Procureure de la CPI, Fatou Bensouda, annonçait, le 15 septembre 2016, sa volonté d'élargir le champ de compétences de la Cour aux crimes contre l'environnement: "le Bureau s'intéressera particulièrement aux crimes visés au Statut de Rome impliquant ou entraînant, entre autres, des ravages écologiques, l'exploitation illicite de ressources naturelles ou l'expropriation illicite de terrains"¹³. S'il n'appartient pas à la Procureure de modifier le Statut de la CPI, c'est la première fois qu'un membre de la CPI établit aussi clairement un lien entre crimes contre l'humanité et crimes contre l'environnement.

Plus récemment, le 3 septembre 2019, l'île de Vanuatu, petit état du Sud du Pacifique, ainsi que les Maldives demandaient l'amendement du Statut de Rome de 1998, texte fondateur de la juridiction, pour intégrer ce crime contre l'environnement au droit pénal international. Lors d'une réunion de la CPI à La Haye, l'ambassadeur du Vanuatu, John Licht, déclarait que la Cour devrait envisager un amendement au Statut de Rome, qui "criminalise les actes qui équivalent à un écocide", dans la mesure où son gouvernement pense que cette idée radicale mérite une discussion sérieuse.

Un tel amendement est possible en vertu de l'article 121 du Statut de Rome, qui stipule que "tout État partie peut proposer des amendements à celui-ci. Le texte des propositions d'amendement est soumis au Secrétaire

and security of mankind, om in dat document een artikel op te nemen betreffende de daden die zware schade aan het milieu toebrengen¹². In de in 1996 aangenomen *draft code* werd het veroorzaken van ernstige milieuschade uiteindelijk echter niet als autonome internationale misdaad vermeld.

Momenteel staat het internationale strafrecht niet toe natuurlijke of rechtspersonen te vervolgen voor de zwaarste milieuvergrijpen in vreedstijd. Alleen artikel 8 (b) iv) van het Statuut van Rome laat binnen het begrip "oorlogsmisdaad" de mogelijkheid open om de veroorzakers van milieuschade verantwoordelijk te stellen. Sinds de aanneming van het Statuut werd echter geen enkele individuele persoon op basis van die bepaling vervolgd. Derhalve moet het bestaande normatieve kader worden aangepast, teneinde het ecosysteem van de planeet bewoonbaar te houden.

Procureur Fatou Bensouda van het Internationaal Strafhof daarentegen kondigde op 15 september 2016 aan dat zij het bevoegdheidspakket van het Hof wou uitbreiden tot de milieucriminaliteit: "*the Office will give particular consideration to prosecuting Rome Statute crimes that are committed by means of, or that result in, inter alia, the destruction of the environment, the illegal exploitation of natural resources or the illegal dispossession of land*"¹³. Ofschoon het de procureur niet toekomt het Statuut van het Internationaal Strafhof te wijzigen, is het de eerste maal dat een lid van het Hof een dermate duidelijk verband legt tussen misdaden tegen de mensheid en milieucriminaliteit.

Recenter, op 3 december 2019, hebben het eiland Vanuatu, een kleine staat in het zuidelijke deel van de Stille Oceaan, en de Malediven om een wijziging van het Statuut van Rome van 1998 – de grondtekst van het ISH – verzocht om dergelijke milieucriminaliteit in het internationale strafrecht op te nemen. Tijdens een vergadering van het Internationaal Strafhof in Den Haag stelde Vanuatu's ambassadeur, John Licht, dat het Hof een wijziging van het Statuut van Rome zou moeten overwegen; hij verwoordde het als volgt: "*An amendment of the Rome Statute could criminalise acts that amount to ecocide. We believe this radical idea merits serious discussion.*"

Een dergelijke wijziging is mogelijk op grond van artikel 121, § 1, van het Statuut van Rome, dat luidt als volgt: "[...] een Staat die Partij is, [kan] amendementen daarop voorstellen. De tekst van een voorgesteld

¹² <https://lapenseecologique.com/ecocide-point-de-vue-2/>.

¹³ Cour pénale internationale, Bureau du Procureur (2016). Document de politique générale relatif à la sélection et à la hiérarchisation des affaires, https://www.icc-cpi.int/itemsDocuments/20160915_OTP-Policy_Case-Selection_Fra.pdf.

¹² <https://lapenseecologique.com/ecocide-point-de-vue-2/>.

¹³ Internationaal Strafhof, *Office of the Prosecutor* (2016) *Policy paper on case selection and prioritisation*, zie https://www.icc-cpi.int/itemsDocuments/20160915_OTP-Policy_Case-Selection_eng.pdf.

général de l'Organisation des Nations Unies, qui le communique sans retard à tous les États parties”.

Géorgie (1999), Arménie (2003), Ukraine (2001), Biélorussie (1999), Kazachstan (1997), Kirghistan (1997), Moldavie (2002), Russie (1996), Tadjikistan (1998), Vietnam (1990). Plusieurs États fédérés mexicains (Guerrero, Jalisco, Mexico, Oaxaca, Chiapas) ainsi que le Brésil, l'Équateur et le Guatemala connaissent des initiatives parlementaires ou des développements de jurisprudence visant à reconnaître le crime d'écocide. Par crime d'écocide, l'on entend dans ces droits nationaux le fait de détruire massivement la faune ou la flore, de contaminer l'atmosphère ou les eaux et, plus largement, de commettre tout acte susceptible de causer une catastrophe écologique.

Le terme d'écocide est maintenant passé dans le langage courant. Il fut popularisé par l'avocate britannique Polly Higgins dans l'ouvrage *“Eradicating Ecocide: Laws and Governance to Stop the Destruction of the Planet”*, écrit en 2010 en réaction à l'affaire DeepWater Horizon,¹⁴ et via le mouvement qui s'ensuit, *“End Ecocide on Earth”*¹⁵.

En France, la Convention Citoyenne pour le Climat s'est prononcée le 21 juin 2020 en faveur d'un référendum sur l'introduction dans le droit pénal français du crime d'écocide. Les 150 citoyens tirés au sort ont voté à 63,4 % pour soumettre cette proposition à référendum afin de réprimer les crimes contre l'environnement. Serait considérée comme écocide “toute action ayant causé un dommage écologique grave en participant au dépassement manifeste et non négligeable des limites planétaires, commise en connaissance des conséquences qui allaient en résulter et qui ne pouvaient être ignorées”¹⁶.

La présente proposition de résolution propose de répondre à l'appel de l'île de Vanuatu, des Maldives et de la société civile internationale (en particulier *“End Ecocide on Earth”*¹⁷) en suggérant un amendement

¹⁴ Higgins, P., *Eradicating Ecocide: Laws and Governance to Stop the Destruction of the Planet*, Londres, Shephard-Walwyn, 2010.

¹⁵ <https://www.stopecocide.earth/>.

¹⁶ <https://www.lefigaro.fr/sciences/la-convention-citoyenne-pour-le-climat-veut-un-referendum-sur-l-ecocide-20200621>.

¹⁷ Disponible à l'adresse: <https://www.endecocide.org/wp-content/uploads/2016/10/ICC-Amendements-Ecocide-ENG-Sept-2016.pdf>.

amendement wordt aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties voorgelegd, die deze onverwijld aan alle Staten die Partij zijn bezorgt.”.

Voorts hebben tot dusver tien landen ecocide op nationale schaal als misdaad in hun respectieve interne recht opgenomen, waarbij zij zich hebben laten inspireren door het afgevoerde ontwerp van de Commissie voor internationaal recht. Het betreft met name: Georgië (1999), Armenië (2003), Oekraïne (2001), Belarus (1999), Kazachstan (1997), Kirgizië (1997), Moldavië (2002), Rusland (1996), Tadjikistan (1998) en Vietnam (1990). In meerdere Mexicaanse deelstaten (Guerrero, Jalisco, Mexico, Oaxaca, Chiapas), alsook in Brazilië, Ecuador en Guatemala, worden parlementaire initiatieven in die zin genomen of evolueert de rechtspraak in de richting van een erkenning van de misdaad ecocide. In de voormelde nationale wetgevingen behelst de misdaad ecocide de massale vernietiging van fauna of flora, de verontreiniging van de atmosfeer of de wateren en, meer in het algemeen, het plegen van elke handeling die een ecologische ramp kan veroorzaken.

De term “ecocide” is nu onderdeel geworden van het dagelijkse taalgebruik. Hij werd gepopulariseerd door de Britse advocate Polly Higgins in het werk *“Eradicating Ecocide: Laws and Governance to Stop the Destruction of the Planet”*¹⁴, dat zij in 2010 schreef als reactie op de zaak-Deepwater Horizon. Die popularisatie zette zich vervolgens ook door via de daaruit gegroeide beweging *End Ecocide on Earth*¹⁵.

In Frankrijk heeft de Convention Citoyenne pour le Climat zich op 21 juni 2020 uitgesproken voor een referendum over de invoering van de misdaad ecocide in het Franse strafrecht. Van de 150 door lottrekking gekozen burgers heeft 63,4 % ervoor gestemd om dat voorstel via een referendum voor te leggen, met de bedoeling milieucriminaliteit te bestraffen. Als ecocide zou worden aangemerkt “toute action ayant causé un dommage écologique grave en participant au dépassement manifeste et non négligeable des limites planétaires, commise en connaissance des conséquences qui allaient en résulter et qui ne pouvaient être ignorées”¹⁶.

Dit voorstel van resolutie beoogt voor te stellen dat aan de oproep van het eiland Vanuatu, van de Malediven en van het internationale middenveld (meer bepaald *End Ecocide on Earth*¹⁷) gehoor wordt gegeven door aan de

¹⁴ Higgins, P., *Eradicating Ecocide: Laws and Governance to Stop the Destruction of the Planet*, Londen, Shephard-Walwyn, 2010.

¹⁵ <https://www.stopecocide.earth/>.

¹⁶ <https://www.lefigaro.fr/sciences/la-convention-citoyenne-pour-le-climat-veut-un-referendum-sur-l-ecocide-20200621>.

¹⁷ Zie <https://www.endecocide.org/wp-content/uploads/2016/10/ICC-Amendements-Ecocide-ENG-Sept-2016.pdf>.

du Statut de Rome à ses États parties. En effet, la CPI devrait, au minimum, assurer la prévention et la répression des crimes d'écocide au même titre que les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale.

Le crime d'écocide devrait au minimum faire l'objet d'une modification de l'article 5 du Statut de Rome et d'un nouvel article, à savoir l'article 6*bis*, et instituer ainsi un crime de droit pénal international tel que le crime de génocide (article 6), le crime contre l'humanité (article 7), le crime de guerre (article 8) et le crime d'agression (article 8*bis*). L'écocide est réprimé conformément aux autres dispositions du Chapitre 2 du Statut de Rome de la CPI. Comme les crimes de génocide et de crimes contre l'humanité, le crime d'écocide peut être commis en temps de paix ou en temps de guerre.

Pour la terminologie juridique, la présente proposition de résolution s'inspire, en partie, du travail du groupe de recherche de seize juristes sur la criminalité environnementale (entre 2011 et 2014) et publié dans l'ouvrage de 2015 intitulé "Des écocrimes à l'écocide: Le droit pénal au secours de l'environnement" 18. Ainsi, par analogie au droit international humanitaire, le crime d'écocide s'entend ici des actes qui portent atteinte de manière étendue, durable et grave à la sûreté de la planète. Notons qu'il ne peut y avoir de crime sans élément moral. L'élément moral impose ici, conformément au principe de connaissance de *End Ecocide on Earth* et à l'article 30 du Statut de Rome, que l'auteur de l'écocide sache ou doive savoir qu'il existe une haute probabilité qu'il porte gravement atteinte à la sûreté de la planète.

En conclusion, dans les cas où règne aujourd'hui l'impunité absolue des individus responsables de graves atteintes à la sûreté de la planète, l'introduction du crime d'écocide dans le Statut de Rome et potentiellement à terme dans le Code pénal belge, représenterait une avancée majeure pour dissuader les actes prédateurs,

Staten die bij het Statuut van Rome partij zijn een wijziging van dat Statuut te suggereren. Het Internationaal Strafhof zou immers op zijn minst voor de preventie en de bestraffing van ecocide moeten zorgen, net zoals dat gebeurt met de ernstigste misdaden die de gehele internationale gemeenschap aanbelangen.

Om van ecocide een misdaad te maken, zou op zijn minst artikel 5 van het Statuut van Rome moeten worden gewijzigd en zou een nieuw artikel, met name artikel 6*bis*, moeten worden ingevoegd. Aldus zou een internationaalstrafrechtelijke misdaad worden ingesteld zoals de misdaad van genocide (artikel 6), de misdaad tegen de mensheid (artikel 7), de oorlogsmisdaad (artikel 8) en de misdaad van agressie (artikel 8*bis*). Ecocide wordt bestraft overeenkomstig de andere bepalingen die zijn vervat in Hoofdstuk 2 van het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof. Net als een genocide en misdaden tegen de mensheid kan een ecocide in vredes- of in oorlogstijd worden gepleegd.

Voor de juridische terminologie inspireert dit voorstel van resolutie zich ten dele op het werk van de onderzoeksgroep van zestien juristen aangaande milieucriminaliteit (tussen 2011 en 2014), dat werd gepubliceerd in een publicatie uit 2015 met als titel "Des écocrimes à l'écocide: Le droit pénal au secours de l'environnement" 18. Naar analogie van het internationale humanitaire recht wordt de misdaad ecocide in dezen begrepen als "[vertaling] handelingen die op grote schaal, langdurig en ernstig de veiligheid van de planeet aantasten". Opgemerkt zij dat van een misdaad geen sprake kan zijn zonder dat er een moreel element meespeelt. Overeenkomstig het door *End Ecocide on Earth* gehanteerde beginsel van het besef dat men van een en ander moet hebben, alsook overeenkomstig artikel 30 van het Statuut van Rome, vereist dat element in casu dat de pleger van de ecocide weet of moet weten dat hij hoogstwaarschijnlijk de veiligheid van de planeet ernstig aantast.

Tot besluit zij erop gewezen dat in de gevallen waarin thans volstreckte straffeloosheid heerst voor mensen die verantwoordelijk zijn voor ernstige aantastingen van de veiligheid van de planeet, de opname van ecocide als misdaad in het Statuut van Rome – en mogelijkterwijls op termijn ook in het Belgisch Strafwetboek – niet alleen een grote stap voorwaarts zou betekenen om roofzuchtige handelingen te ontraden, maar ook om de zwaarste aan

mais aussi afin de réparer les dommages les plus graves causés à la planète et aux victimes.

Samuel COGOLATI (Ecolo-Groen)
Wouter DE VRIENDT (Ecolo-Groen)
Stefaan VAN HECKE (Ecolo-Groen)
Zakia KHATTABI (Ecolo-Groen)
Séverine de LAVELEYE (Ecolo-Groen)
Barbara CREEMERS (Ecolo-Groen)
Sarah SCHLITZ (Ecolo-Groen)
Tinne VAN der STRAETEN (Ecolo-Groen)
Georges GILKINET (Ecolo-Groen)
Kristof CALVO (Ecolo-Groen)

de planeet en aan de slachtoffers berokkende schade te herstellen.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité et l'augmentation de graves crimes environnementaux mettent l'ensemble de la communauté internationale en danger et que les activités commerciales publiques ou privées ne peuvent plus impunément causer de graves dommages à l'environnement;

B. considérant que les crimes d'écocide portent atteinte, par action ou omission, de manière étendue, durable et grave à la sûreté de la planète et que la majorité de ces crimes comporte une dimension transnationale;

C. considérant qu'il est souvent impossible, dans l'état actuel du droit pénal national et international, d'engager la responsabilité pénale d'entreprises transnationales pour de graves atteintes à l'environnement et à la santé des victimes;

D. considérant que les infractions d'écocide sont d'ores et déjà consacrées dans les codes pénaux nationaux en Géorgie (1999), Arménie (2003), Ukraine (2001), Biélorussie (1999), Kazakhstan (1997), Kirghizstan (1997), Moldavie (2002), Russie (1996), Tadjikistan (1998) et Vietnam (1990);

E. considérant que le crime d'écocide n'existe pas encore en droit interne belge;

F. considérant que la Cour pénale internationale offre, à ce stade, le cadre le plus approprié et cohérent au niveau mondial pour la poursuite du crime d'écocide;

G. considérant que dès 1985, le premier rapport Whitaker, présenté à la Sous-commission pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, recommande l'inclusion de l'écocide en tant que crime autonome aux côtés de celui de génocide;

H. considérant qu'entre 1991 et 1996, la Commission du droit international, qui était chargée de discuter de la teneur du Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, envisageait d'inclure un article relatif aux actes portant gravement atteinte à l'environnement;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat de klimaatontregeling, de teloorgang van de biodiversiteit en de toename van ernstige milieumisdaden de gehele internationale gemeenschap in gevaar brengen, alsook dat het niet langer mogelijk mag zijn dat openbare of particuliere handelsactiviteiten het milieu ongestraft ernstige schade toebrengen;

B. overwegende dat ecocide erin bestaat dat men op grote schaal, langdurig en ernstig de veiligheid van de aarde aantast door het al dan niet stellen van handelingen, alsook dat het merendeel van die misdaden een transnationale dimensie heeft;

C. overwegende dat het in de huidige stand van het nationaal en het internationaal strafrecht vaak niet mogelijk is transnationale ondernemingen strafrechtelijk verantwoordelijk te stellen voor het toebrengen van ernstige schade aan het milieu en aan de gezondheid van de slachtoffers;

D. overwegende dat ecocide nu al als misdaad strafbaar is gesteld in de nationale strafwetgeving van Georgië (1999), Armenië (2003), Oekraïne (2001), Belarus (1999), Kazakhstan (1997), Kirgizië (1997), Moldavië (2002), Rusland (1996), Tadzjikistan (1998) en Vietnam (1990);

E. overwegende dat ecocide nog niet als misdaad is opgenomen in het Belgisch intern recht;

F. overwegende dat het Internationaal Strafhof tot dusver wereldwijd het geschiktste en het meest coherente kader biedt voor de vervolging van ecocide;

G. overwegende dat het eerste rapport-Whitaker, in 1985 voorgesteld in de subcommissie ter voorkoming van discriminatie en ter bescherming van minderheden van de VN-Mensenrechtencommissie, aanbeveelt om ecocide, net als genocide, te erkennen als autonome misdaad;

H. overwegende dat de VN-Commissie voor internationaal recht, die er van 1991 tot 1996 mee was belast de teneur te bepalen van de Codex van misdaden tegen de vrede en de veiligheid van de mensheid, destijds had overwogen een artikel in te voegen betreffende de handelingen die het milieu ernstige schade toebrengen;

I. considérant qu'en 2017, le tribunal international citoyen "Monsanto" a manifesté l'intention d'inclure le crime d'écocide dans le droit pénal international;

J. considérant que l'article 121, paragraphe 1^{er}, du Statut de Rome, permet à tout État partie à ce Statut de proposer des amendements à celui-ci et que la volonté d'un seul État suffit à ce que la proposition d'amendements soit portée à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des 123 États parties;

K. considérant que le 2 décembre 2019, le Vanuatu, petit État insulaire touché au premier plan par les dérèglements climatiques, a demandé l'amendement du Statut de Rome de 1998 afin d'y intégrer le crime d'écocide;

L. considérant que le 15 septembre 2016, Mme Fatou Bensouda, procureure de la Cour pénale internationale, a exprimé son souhait de voir les compétences de la Cour s'élargir aux crimes visés au Statut de Rome impliquant ou entraînant, entre autres, des ravages écologiques, l'exploitation illicite de ressources naturelles ou l'expropriation illicite de terrains;

M. considérant que, conformément aux autres dispositions du droit pénal et humanitaire international et en particulier, les dispositions de l'article 35, alinéa 3, du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux et de l'article 8, alinéa 2, b), iv), du Statut de Rome, la nouvelle disposition d'écocide insérée dans le Statut de Rome ne réprimerait que les cas de "dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel" ou aux populations et reposerait donc sur un certain seuil de gravité pour ne réprimer que les auteurs de catastrophes écologiques et non de pollutions anodines limitées dans le temps et l'espace;

N. considérant que seule la volonté politique semble encore manquer à l'incrimination internationale de l'écocide, déjà envisagée par la Commission du droit international, développée par le monde académique et soutenue par la société civile;

I. overwegende dat de internationale Monsanto-burgerrechtbank in 2017 te kennen heeft gegeven ecocide als misdaad te willen doen opnemen in het internationaal strafrecht;

J. overwegende dat artikel 121, punt 1, van het Statuut van Rome bepaalt dat elke Staat die Partij is, amendementen op dat Statuut kan indienen, alsook dat de wilsuiving van één enkele Staat voldoende is om de indiening van amendementen op de agenda te zetten van de Algemene Vergadering van de 123 Staten de partij zijn bij het Statuut;

K. overwegende dat Vanuatu, een kleine eilandstaat die sterk te lijden heeft onder de klimaatontregeling, op 2 december 2019 heeft gevraagd het Statuut van Rome van 1998 te amenderen om er ecocide als misdaad in op te nemen;

L. overwegende dat mevrouw Fatou Bensouda, procureur bij het Internationaal Strafhof, op 15 september 2016 heeft aangegeven dat zij de bevoegdheden van het Strafhof verruimd wil zien tot de bij het Statuut van Rome bedoelde misdaden die onder andere ecologische verwoestingen, de illegale exploitatie van natuurlijke hulpbronnen of de illegale onteigening van gronden behelzen of veroorzaken;

M. overwegende dat, overeenkomstig de overige bepalingen van het internationaal straf- en humanitair recht, inzonderheid de bepalingen van artikel 35, derde lid, van het Aanvullend Protocol I bij de Verdragen van Genève van 12 augustus 1949 betreffende de bescherming van de slachtoffers van internationale gewapende conflicten, alsook de bepalingen van artikel 8, punt 2, b), iv), van het Statuut van Rome, de nieuwe in dat Statuut in te voegen bepaling inzake ecocide slechts de gevallen zou bestraffen van "omvangrijke, langdurige en ernstige schade aan het milieu" dan wel aan de bevolking, wat dus een zekere ernstgraad vereist; zulks houdt in dat alleen wordt voorzien in sancties voor wie milieurampen veroorzaakt, maar niet voor de veroorzakers van ongevaarlijke vormen van vervuiling die beperkt zijn in tijd en ruimte;

N. overwegende dat de politieke wil kennelijk nog het enige ontbrekende puzzelstuk is om ecocide internationaal strafbaar te stellen, hoewel die strafbaarstelling reeds werd overwogen door de VN-Commissie voor internationaal recht, ze werd gedefinieerd door de academische wereld en ze wordt gesteund door het middenveld;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'étudier l'introduction du crime d'écocide dans le droit pénal belge, en concertation avec les Régions;
2. de soutenir l'initiative de l'État du Vanuatu et des Maldives d'amender le Statut de Rome de la Cour pénale internationale afin d'y inclure le crime d'écocide;
3. de proposer, pour le Royaume de Belgique, des amendements au Statut de Rome de la Cour pénale internationale afin d'y inclure le crime d'écocide.

23 juin 2020

Samuel COGOLATI (Ecolo-Groen)
Wouter DE VRIENDT (Ecolo-Groen)
Stefaan VAN HECKE (Ecolo-Groen)
Zakia KHATTABI (Ecolo-Groen)
Séverine de LAVELEYE (Ecolo-Groen)
Barbara CREEMERS (Ecolo-Groen)
Sarah SCHLITZ (Ecolo-Groen)
Tinne VAN der STRAETEN (Ecolo-Groen)
Georges GILKINET (Ecolo-Groen)
Kristof CALVO (Ecolo-Groen)

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. in overleg met de gewesten na te gaan hoe ecocide als misdaad kan worden opgenomen in het Belgisch strafrecht;
2. steun te verlenen aan het initiatief van de Staat Vanuatu en van de Malediven om het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof aan te vullen met de misdaad ecocide;
3. namens het Koninkrijk België, amendementen op het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof in te dienen, teneinde er de misdaad ecocide in op te nemen.

23 juni 2020